



**CAHIER DES CLAUSE ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE DE TRAVAUX**

**MISE EN SECURITE DE L'ETABLISSEMENT DE L'UNION IMMOBILIERE DES  
ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (U.I.O.S.S.) DE LA MARNE – PHASE 1**

**MAPA n°01/2023**

Dénomination du Maître d'ouvrage :

**UNION IMMOBILIERE des ORGANISMES de SECURITE SOCIALE  
(U.I.O.S.S.) de la MARNE**

14, rue du Ruisselet  
51000 REIMS

**Le pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) est représenté par :**

**Monsieur le Directeur de l'UIOSS de la Marne,  
Philippe ULMANN**

Lieu d'exécution :

REIMS

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
Article 1 - Objet du marché – Mode de passation - Travaux similaires .....	3
Article 2 - Pièces constitutives du marché .....	4
Article 3 – Dévolution.....	6
Article 4 - Intervenants à l'acte de construire.....	6
Article 5 – Clause sociale .....	7
<b>CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
Article 6 - Forme du prix et conditions de variation.....	7
Article 7 - Révision des prix .....	10
Article 8 - Décomptes mensuels et décompte général et définitif .....	11
Article 9 - Avances .....	14
Article 10 - Délais de paiement .....	15
Article 11 - Nantissement/cession de créances .....	16
Article 12 - Retenue de garantie.....	17
<b>CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>18</b>
Article 13 - Ordres de service.....	18
Article 14 - Sous-traitance .....	19
Article 15 - Délais d'exécution .....	22
Article 16 - Pénalités de retard.....	24
Article 17 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	27
Article 18 - Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	28
Article 19 - Percements et scellements.....	28
Article 20 - Période de préparation préalable à l'exécution effective .....	28
des travaux et implantation des ouvrages.....	28
Article 21 - Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier.....	30
Article 22 – Contrôles des travaux .....	32
Article 23 – Augmentation et diminution des travaux.....	33
Article 24 – Stipulations propres à la livraison de matériels, matériaux et autres fournitures sur le site .....	33
<b>CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....</b>	<b>33</b>
Article 25 - Réception des ouvrages ou travaux .....	33
Article 26 - Documents fournis après exécution .....	34
Article 27 - Garanties .....	35
Article 28 – Assurances.....	37
Article 29 - Résiliation.....	38
Article 30 – Mesures coercitives.....	39
Article 31 – Ajournement et interruption des travaux .....	39
Article 32 – Clause environnementale.....	40
Article 33- Règlement des litiges.....	41
Article 34 – Dérogations aux documents généraux .....	42

# CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES

## Article 1 - Objet du marché – Mode de passation - Travaux similaires

### 1.1 Objet du marché de travaux

Le présent marché de travaux a pour objet la réalisation la phase 1 des travaux de mise en sécurité de l'établissement de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Social (UIOSS) de la Marne, comprenant :

- les modifications apportées au système de sécurité incendie et d'alarme :
  - mise en œuvre de déclencheurs manuels à chaque issue, à tous les niveaux,
  - mise en œuvre diffusion d'alarme générale audible en tous points, à tous les niveaux,
  - mise en œuvre de flashes dans les sanitaires, à tous les niveaux,
  - mise en œuvre de complément de détection incendie dans les locaux à risques ne présentant pas un isolement coupe-feu, conforme, à tous les niveaux, mise en œuvre de l'asservissement SSI sur les portes à contrôle d'accès.
- les modifications apportées à l'éclairage de sécurité :
  - mise en œuvre de l'éclairage de sécurité par BAES, à tous les niveaux.
- les modifications apportées à l'isolement des cages d'escaliers :
  - remplacement des portes d'accès aux cages d'escaliers, à tous les niveaux,
  - mise en œuvre de détection incendie dans les gaines techniques situées sur les paliers des escaliers et dans les escaliers, à tous les niveaux.

Le bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Marne est implanté 14 rue du Ruisselet / 202 rue des Capucins / 21 rue des Moulins à Reims.

Le bâtiment comprend 10 niveaux, répartis de la manière suivante :

- Niveau R-2 :
  - Locaux non accessibles au public : parc de stationnement couvert, locaux de stockage et d'archives, locaux techniques.
- Niveau R-1 - RDJ :
  - Locaux non accessibles au public : parc de stationnement couvert, locaux de stockage et d'archives, bureaux, locaux techniques.
  - Locaux accessibles au public : une salle de réunion (type L).
- Niveau RDC :
  - Locaux non accessibles au public : bureaux, logement gardien.
  - Locaux accessibles au public : halls et bureaux d'accueil du public.
- Niveaux R+1 à R+6 :
  - Locaux non accessibles au public : bureaux, salles de réunions, locaux techniques.
- Niveau R+7 :
  - Locaux non accessibles au public : locaux techniques.

Le projet concerne l'ensemble des bâtiments y compris les sous-sols. Les travaux seront réalisés en sous-section 4.

**Le bâtiment de l'U.I.O.S.S. est un établissement de 2ème catégorie de type W avec activités de type L.**

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou de réutilisation.

## **1.2 Mode de passation**

---

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123 – 4 à 6, R.2131-12 et 13, R.2131-18 du Code de la commande publique.

## **1.3 Travaux similaires**

---

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de travaux similaires dans les conditions définies à l'article R2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **1.3 Travaux supplémentaires**

---

En application de l'article R2194-2 du Code de la commande publique, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à la bonne exécution des travaux, dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas, pour le pouvoir adjudicateur, une augmentation du contrat initial supérieur à 50% du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial et, présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes éventuelles.



Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant <sup>1</sup>:

1. L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe inhérente au sous-traitant proposé et ayant été accepté par le pouvoir adjudicateur ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières Tous Corps d'Etat (CCTP TCE) et ses annexes ;
4. Les CCTP propres à chaque lot et leurs annexes éventuelles ;
5. Les plans, remis à l'issus de la visite obligatoire du site via un canal sécurisé ;
6. Le planning général d'exécution des travaux ;
7. Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S) ;
8. Le mémoire technique du titulaire ;
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait seule foi.

Pièces générales non jointes réputées connues par le titulaire :

- Le Code de commande publique,
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus ;
- Le CCAG applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO le 1er avril 2021 sous réserve des dispositifs auxquels il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine au présent CCAP,
- Le NF DTU qui précisent les conditions techniques de bonne exécution des ouvrages,
- Les normes françaises en cours ou toutes autres normes jugées équivalentes qui transposent les normes européennes.

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les

---

<sup>1</sup> Il est rappelé que le présent marché est soumis en tant que marché public à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale et au Code de la commande publique.

documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

## Article 3 – Dévolution

### 3.1 Dévolution

La présente opération est divisée en 05 lots définis ci-dessous :

Lot n°	Intitulé du lot
01	Alarmes Incendie
02	Eclairage de Sécurité
03	Cloisons - Plafonds
04	Menuiserie Intérieure Bois
05	Peinture –Revêtement de sols

Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un marché distinct et notamment par la signature d'un acte d'engagement (ATTRI1).

### 3.2 Tranches

*Sans objet*

## Article 4 - Intervenants à l'acte de construire

Les intervenants à la présente opération de travaux sont :

- Le maître d'ouvrage :

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) de la Marne**  
14 rue du Ruisselet / 202 rue des Capucins / 21 rue des Moulins  
51100 Reims

- Le « maître d'œuvre » qui a la charge de la mission OPC dont les coordonnées suivent :

**Groupeement SPINELLI-LAFOSSE-LOUVET-ADAM STRUCTURES**  
Représenté par le mandataire du groupeement, Monsieur SPINELLI Nicolas,  
15 rue Sainte-Catherine  
54000 Nancy

- Le(s) entrepreneur(s) », qui seront désignés, à l'issue de la procédure de passation, comme attributaire (s) dans le cadre du présent marché.

- Le Contrôleur technique dont les coordonnées suivent :

**DEKRA – AGENCE CHAMPAGNE ARDENNE**

54 rue Saint Léonard  
CS 60016  
51686 Reims Cedex 2

- Le Coordonnateur Sécurité protection santé désigné dont les coordonnées suivent :

**APAVE**

5 rue Clément Ader  
BP 132  
51685 Reims Cedex 2

- L'Assistant Maître d'Ouvrage et Coordonnateur Système de Sécurité Incendie désigné dont les coordonnées suivent :

**ASSIUM**

25 rue de la Hayette  
51110 Isles-sur-Suippes

## **Article 5 – Clause sociale**

La durée d'exécution des travaux étant inférieure à 6 mois il n'est pas prévue, en application de l'article L.2112-2-1 4°, de conditions d'exécution relative au domaine social ou à l'emploi.

# **CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE**

## **Article 6 - Forme du prix et conditions de variation**

### **6.1 Forme du prix**

Le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaire.

Les prix sont révisables.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

## 6.2 Contenu des prix

---

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés<sup>1</sup> sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- les droits de brevet éventuels ;
- la participation aux dépenses communes ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (dans les conditions énoncés au CCTP TCE et dans les CCTP propres à chacun des lots),
- L'application des mesures engendrées par la mise en place du plan d'organisation et de gestion des déchets,
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Par ailleurs, lors de la consultation du DCE et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur de l'UIOSS de la Marne, accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, via l'onglet "Question", toute anomalie ou incohérence qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

**Les prix unitaire contenus dans la décomposition du prix global et forfaitaire ont valeur contractuelles. Les soumissionnaires veilleront à renseigner chacune des lignes contenues dans la DPGF sans effectuer de regroupement par poste.** Ils seront utilisés en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des

---

<sup>1</sup> Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.



prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

### 6.3 Modifications des prix

---

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisées à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations<sup>1</sup>.

### 6.4 Prix nouveaux

---

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG. Sauf exception de l'article 13.3. <sup>2</sup> Par dérogation aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux il n'est prévu aucun préjudice indemnisé.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, dans les conditions énoncés aux articles 1.3 et 6.2 du présent CCAP.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux en application des dispositions des articles 1.3 et 6.2 du présent CCAP ci-dessus.

L'ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG Travaux fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service prévu à l'article 13.1 du CCAG Travaux, si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

---

<sup>1</sup> De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

<sup>2</sup> Il s'agit des prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG Travaux lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'œuvre, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations. Une copie de la lettre de refus est adressée au maître d'ouvrage.

## **6.5 Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 9.4 du CCAG-Travaux, pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date limite de réception des offres tel qu'indiqué dans les documents de la consultation.

## **Article 7 - Révision des prix**

Les prix sont révisibles.

### **7.1 Révision des prix**

En application de l'article R 2112-13 du code de la commande publique, les prix seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue ci-après, avec une part fixe de 15%.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po (0,15 + (0,85 \times In / Io))$$

dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

In : Coefficient lors de l'établissement des prix

Io : coefficient au mois de la révision de prix

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les index de références, pour chaque lot, sont :

Lot n°01	BT47 - Électricité - Base 2010	Identifiant 001710979
Lot n°02	BT47 - Électricité - Base 2010	Identifiant 001710979
Lot n°03	BT08 – Plâtre et préfabriqués – Base 2010	Identifiant 001710954
Lot n°04	BT18 – Menuiserie intérieure en bois – Base 2010	Identifiant : 001710962
Lot n°05	25% en BT10 – Revêtements en plastiques – Base 2010	Identifiant 001710956
	75% en BT46 – Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010	Identifiant 001710978

## 7.2 Clauses d'ajustement

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

## 7.2 Révisions provisoires

Des révisions provisoires pourront être effectuées en cours de travaux à l'aide des derniers index ou indices connus, la révision complémentaire étant effectuée dès la diffusion de la valeur des index ou des indices réellement applicables à la période considérée. Cependant, lorsqu'un coefficient provisoire a été utilisé, il ne pourra pas être remplacé par un autre coefficient provisoire ultérieur, mais seulement par le coefficient définitif.

Conformément à l'article R 2191-28 du code de la commande publique, le paiement calculé sur la base des valeurs finales des index ou des indices intervient au plus tard 3 mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

## Article 8 - Décomptes mensuels et décompte général et définitif

### 8.1 Décomptes mensuels<sup>1</sup>

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner une date certaine avec copie au maître d'ouvrage, objet du projet de décompte considéré. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de

<sup>1</sup> Il est bien précisé, conformément à l'article 12.1.10 du CCAG, que les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif et ne lient pas les parties contractantes.

l'ouvrage, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par tous moyens permettant de donner une date certaine accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification, par le maître d'œuvre, du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de réception du projet de décompte.

En cas de retard dans la production du projet de décompte mensuel, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

## **8.2 Projet de décompte final**

En application de l'article 12.3 du CCAG travaux, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au Maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de **30 jours calendaires** ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence.

En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

### **1) Travaux suivant marché**

Rappel du forfait HT .....

Travaux non exécutés HT .....  
(n° de référence des prix de la  
décomposition forfaitaire) (1) \_\_\_\_\_

Ensemble base marché HT .....

Révision des prix sur travaux  
réellement exécutés .....  
(index ou indices parus officiellement) (1) \_\_\_\_\_

TOTAL HT .....

### **2) Travaux supplémentaires**

Travaux en plus, valeur marché HT .....  
(n° de référence des prix de la  
décomposition forfaitaire) (1)

Révision des prix sur travaux en plus  
en valeur marché HT .....



(index ou indices parus officiellement) (1)

Travaux en plus, valeur exécution HT  
(sur justification) (1) .....

TOTAL HT .....

TOTAL GENERAL HT  
PENALITES  
suivant CCAP .....

RESTE  
TVA .....

TOTAL GENERAL TTC .....

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'œuvre) et est transmis au maître de l'ouvrage, dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de **7 jours calendaires** sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur

En application de l'article 12.4.2 du CCAG, le décompte général signé par le maître de l'ouvrage sera notifié à l'entrepreneur, par ordre de service dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention est nécessairement chiffrée.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai de 30 jours calendaires visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

### **8.3 Décompte général et définitif**

Le décompte général accepté et signé par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.



Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux en ce que seule une notification du maître de l'ouvrage validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

## **Article 9 - Avances**

### **9.1 Conditions de l'avance**

Conformément aux articles R2191-3 à 5 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Si la durée du marché est supérieure à 12 mois, l'avance est calculée de la façon suivante : taux de l'avance multiplié par une somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

De la même manière, conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci-dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
  - ❖ le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique modifié par le décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.
- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
  - ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance comprendra une "garantie à première demande" de la valeur de l'avance.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-

traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

## 9.2 En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.<sup>1</sup>

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

## 9.3 Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

## Article 10 - Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel, par virement bancaire, établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître de l'ouvrage.**

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

<sup>1</sup> Une telle demande est constituée lorsqu'elle apparaît dans les conditions de paiement prévues à l'acte spécial agréées par le pouvoir adjudicateur.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

## **Article 11 - Nantissement/cession de créances<sup>1</sup>**

### **11.1 Conditions**

En cas de cession ou de nantissement, le maître de l'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

### **11.2 Notification**

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues<sup>2</sup>.

### **11.3 Sous-traitance**

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au maître de l'ouvrage l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.<sup>3</sup>

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le maître de l'ouvrage procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

<sup>1</sup> La cession et le nantissement sont régis par les articles R 2191-45 à 47 du code de la commande publique.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires de la cession jouissent, sur leur demande, des droits d'information prévus aux articles R 2191-59 à 62 du code de la commande publique.

<sup>3</sup> Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

## **Article 12 - Retenue de garantie<sup>1</sup>**

### **12.1 Conditions générales**

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande".

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.<sup>2</sup>

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

### **12.2 Substitution de garantie**

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

<sup>1</sup> La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement, sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception.



### **12.3 Remboursement de la retenue de garantie**

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

## **CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

Le maître d'œuvre est tenu à une obligation de conseil. Toute faute commise dans cette mission est de nature à engager sa responsabilité contractuelle<sup>1</sup>.

### **Article 13 - Ordres de service**

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux ordres de services, plans et dossiers émanant du Maître d'œuvre.

Le démarrage général des travaux sera notifié par le Maître de l'ouvrage par l'envoi de la notification des marchés. Il sera porté à la connaissance des titulaires de tous les lots et du Maître d'œuvre.

Chaque lot fera ensuite l'objet d'un ordre de service spécifique de démarrage des travaux émis par le Maître d'œuvre.

L'article 3.8 du CCAG travaux sera appliqué.

<sup>1</sup> (Cf. Conseil d'Etat, 7 mars 2005, Syndicat d'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines)



## Article 14 - Sous-traitance<sup>1</sup>

### 14.1 Conditions générales

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur<sup>2</sup>.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le maître d'ouvrage.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant<sup>3</sup> et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulté dûment constaté par le maître de l'ouvrage donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le maître de l'ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du Code du travail.

### 14.2 Modalités d'acceptation

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au maître de l'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1) Une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

<sup>1</sup> Toute demande de sous-traitance sera traitée dans les conditions légales définies notamment par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par le Code de la commande publique.

<sup>2</sup> Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

<sup>3</sup> Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »

- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 11 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties, dans un délai de 3 semaines avant le démarrage des travaux.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1/1000 du montant du marché. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

### **14.3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct**

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC<sup>1</sup>.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante<sup>2</sup>. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

<sup>1</sup> Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

<sup>2</sup> La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le titulaire du marché. **Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.**

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

#### **14.4 Modalités de paiement direct/Liquidation de la TVA (Article 283-2 nonies du code général des impôts)**

---

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire l'entrepreneur titulaire du marché.

L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujetti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.



#### **14.5 Intervention d'un sous-traitant indirect<sup>1</sup> dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.**

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 14 du présent CCAP.

### **Article 15 - Délais d'exécution**

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou délai global de l'opération de travaux, tel que fixé dans l'Acte d'Engagement par le Maître d'ouvrage est de 16 semaines comprenant une période de préparation de 6 semaines.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du Maître d'ouvrage notifiant le démarrage des travaux, correspondant à la date de réception de la notification du marché, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée à l'article 20 du présent CCAP.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après.

Par dérogation à l'article 9.4.4 alinéa 5 du CCAG travaux, si les travaux ne sont pas achevés à l'expiration du délai d'exécution propre à chaque lot fixé par le marché, par la faute de l'entreprise, la valeur finale de l'index, pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, est appréciée au plus tard soit à la date contractuelle de réalisation des prestations soit à la date de leur réalisation réelle, si celle-ci est antérieure.

#### *Calendrier prévisionnel d'exécution*

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur

<sup>1</sup> Le sous-traitant indirect est le sous-traitant du sous-traitant, et ainsi de suite.

sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur du lot n°01 de commencer l'exécution de ses prestations est portée à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

### Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre avec les entrepreneurs titulaires des différents lots. Les entreprises doivent remettre l'ensemble des renseignements demandés par l'OPC dans un délai maximal de 15 jours calendaires après la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la réhabilitation fait l'objet des travaux. Il indique en outre, sur la base des informations que les titulaires auront transmis lors de période de préparation, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service émanant du maître d'œuvre ayant la qualité d'OPC sur cette opération.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

Toute augmentation du délai d'exécution doit faire l'objet d'un ordre de service de prolongation de délai du maître d'œuvre.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.2 et 18.2.3 alinéa 1 du CCAG travaux et des dispositions ci-après.

Le calendrier modifié doit être approuvé et signé par tous les titulaires du marché. Il est notifié à tous les entrepreneurs par décision du maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement comprend les périodes de congés payés.

Par dérogation à l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de journées d'intempéries.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au titulaire.



Sous réserve des stipulations qui précèdent, il sera fait application des dispositions de l'article 18 du CCAG travaux en matière de délai.

## **Article 16 - Pénalités de retard**

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées pour chacun des lots au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent marché. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard. Ne sont pas fautifs, notamment, les retards consécutifs, c'est à dire les retards du titulaire d'un lot dont le démarrage des travaux n'a pas pu commencer en raison du retard fautif du titulaire d'un autre lot.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités ci-dessous s'appliqueront quel qu'en soit le montant.

En application de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

L'ensemble des pénalités citées ci-dessous s'entendent hors taxe sauf indication contraire.

### **16.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris) une pénalité de :

- 1/700 du montant du marché pour le lot n°01,
- 1/350 du montant du marché pour le lot n°02,
- 1/300 du montant du marché pour le lot n°04,
- 1/100 du montant du marché pour les lots n°03 et 05,

éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le Maître d'œuvre.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'œuvre et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard fixées à : 250 € par jour calendaire, seront appliquées par rapport aux délais de chaque lot si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution du lot considéré, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

## **16.2 Pénalités spéciales**

---

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions qui suivent :

- Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'œuvre.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité de 250 € par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'œuvre où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

- Pénalités pour retard dans la remise des situations mensuelles et décomptes définitifs.

De plus, en application de l'article 12.3.4 du CCAG, le décompte définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le Maître d'œuvre aux frais de l'entrepreneur.

## **16.3 Autres pénalités**

---

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage et /ou des emprises de chantier dans le domaine public	100 € par jour franc
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite suivant règlement	100 € par jour franc
Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites	100 € par jour franc
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	100 € par jour franc
Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et de matériels de construction	200 € par jour franc
Retard dans le nettoyage du chantier	200 € par jour franc
Retard dans l'évacuation des gravats hors chantier	200 € par jour franc
Absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier	250 € par absence
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, ...)	200 € par document et par jour franc
Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction	150 € par jour franc
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	400 € par infraction constatée et jour franc
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation. Cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique	200 € par jour franc
Retard dans l'installation du chantier	200 € par jour franc
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui)	1500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG travaux)
Déclaration tardive de sous-traitants à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision	Pénalité d'un coefficient $1/1000^{ème}$ du montant du marché TTC
Non-respect de nettoyage de chantier commun à plusieurs entreprises Le maître de l'ouvrage, après constat du Maître d'œuvre, indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais et risques et périls des entreprises responsables	Pénalité appliquée répartie en part égale entre les entreprises responsables des désordres et correspondant au montant de la rémunération de

	<i>l'entreprise de nettoyage</i>
En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves (article 25 du CCAP)	<i>400 euros / jour calendaire de retard</i>
En application des articles 40.1 et 19.3 du CCAG Travaux en cas non-respect du délai de remise pour la fourniture des éléments nécessaires à l'établissement du/des DUE dans le délai indiqué dans les CCTP propres à chacun des lots.	Une retenue forfaitaire, fixée à 3%, du montant forfaitaire du marché sans pour autant être inférieure à 760 euros est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur
En cas de non-respect des engagements pris par la titulaire dans le cadre du plan d'organisation et de gestion des déchets	<i>150 euros par infraction constatée</i>
En cas de fourniture des bordereaux de suivi des déchets de chantier pour l'établissement du décompte général	<i>réfaction correspondant aux sommes issues des estimations transmises dans le Dossier de Consultation des Entreprises, selon la nature des déchets concernés</i>
En cas de non-respect des instructions et horaires de livraisons conformément à l'article 24 du présent CCAP	<i>400 € euros par infraction constatée</i>
Non-respect du délai de 8 jours maximum à compter de la demande du maître d'œuvre, pour la fourniture des procès-verbaux d'essais de réaction au feu établis par le C.S.T.B. ou par tout autre organisme agréé.	<i>50 euros / jour calendaire de retard</i>
<b>Pénalités spécifiques à certains lots</b>	
Lots n° 01 et 02 : Non-respect du délai de prévenance relatif aux consignations telles qu'exposées à l'article C-7.02 du CCTP TCE.	<i>50 euros infraction constatée</i>
Lots n° 01 et 02 : Non-respect du délai du donné par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour le remplacement des installations inadaptées faisant apparaître des insatisfactions lors des essais.	<i>100 euros / jour calendaire de retard</i>

## **Article 17 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.



## **Article 18 - Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

Conformément aux articles R 2111-7 à 11 du code de la commande publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

A titre complémentaire, il sera fait application des articles 21 à 26 du CCAG Travaux.

## **Article 19 - Percements et scellements**

Il convient de se reporter au CCTP TCE ainsi qu'aux CCTP propre à chacun des lots.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

En cas de désaccord ou de litiges entre deux ou plusieurs corps d'état, il sera fait référence au à l'article "limite de prestations" présent dans les CCTP propres à chacun des lots afin de déterminer les tâches et responsabilités des corps d'état concernés.

## **Article 20 - Période de préparation préalable à l'exécution effective des travaux et implantation des ouvrages**

### **20.1 Période de préparation**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, il est fixé une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution de 6 semaines.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du Maître d'ouvrage en liaison avec le maître d'œuvre :

- Envoi de la déclaration réglementaire d'ouverture du chantier (DROC) ;
- Définitions des instructions et horaires de livraisons.



Par les soins du Maître d'œuvre en liaison avec les entreprises :

- l'établissement, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution qui devra être présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » ;
- la fixation des dates de remise des études techniques ;
- l'organisation du chantier.

Par les soins de l'Entrepreneur, en liaison avec le Maître d'œuvre :

- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux (dans les 15 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation) avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux. Est comprise, la participation aux réunions de mise au point du calendrier détaillé ;
- établissement et présentation au VISA du maître d'œuvre du plan d'organisation et de gestion des déchets ;
- projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2.1 alinéa 1 du CCAG Travaux ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- établissement du ou des plans de réservations ;
- les entreprises (cotraitant et sous-traitants) intervenantes devront établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) pour toute opération soumise au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.). Il sera adressé au coordonnateur désigné dans un délai de **30 jours** à compter du début de la période de préparation. Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail ;
- constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier ;
- désignation du personnel affecté à la cellule de synthèse ;
- constitution de l'équipe chargée des études d'exécution ;
- production de fiches navettes financières détaillées ;
- Mise en place par toutes les entreprises et leurs éventuels sous-traitants d'un PAQ (Plan Assurance Qualité) ;
- Le registre de chantier reprenant l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier, ce registre pouvant prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administrée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet.

## **20.2 Coordination des travaux**

---

La coordination sera assurée par le Maître d'œuvre.

## **20.3 Plans d'exécution-notes de calculs et études de détail**

---

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au **visa** du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **10 jours ouvrés** après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 4 du présent CCAP.

Chaque entrepreneur est chargé des plans d'exécution de ses ouvrages.

## **20.4 Implantation des ouvrages**

Il convient de se reporter au CCTP TCE ainsi qu'au CCTP propre à chacun des lots.

## **20.5 Propriété intellectuelle**

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG Travaux.

# **Article 21 - Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier**

## **21.1 Conditions générales**

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du Code du travail et du Code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de **30 jours** conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection **de la** Santé des travailleurs (P.P.S.P.S.) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier accompagnée de leur carte d'identification professionnelle si celles-ci n'ont pas été remises à la candidature ou le cas échéant, lorsque la demande vient d'être réalisée une copie de l'attestation provisoire délivrée ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

## **21.2 Organisation collective du chantier par l'entrepreneur du lot n°01 « Alarme Incendie »**

---

L'Entrepreneur du lot n° 01 « Alarme Incendie » est chargé, sous la direction du Maître d'œuvre, de l'organisation collective du chantier. A ce titre, il prend à sa charge les dépenses d'investissement, et est également responsable de la gestion des dépenses communes au titre du compte prorata.

L'Entrepreneur du lot n° 01 « Alarme Incendie » est également chargé de la gestion des dépenses communes (ou compte prorata) et de la fourniture, mise en service et entretien des dispositifs de sécurité communs jusqu'à la fin des travaux tous corps d'état.

Il est toutefois rappelé à ce sujet que chaque entreprise demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

La répartition de ces dépenses est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

La répartition de l'ensemble des dépenses de chantier qui reviennent au(x) futur(s) titulaire(s) du marché de travaux sont décrites dans le CCTP TCE.

## **21.3 Sécurité et hygiène**

---

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31 du CCAG travaux sauf mentions expresses contenues dans les CCTP.

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur chargé du lot n°01.

### **Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

### **Coordination en matière de sécurité**

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et s. du Code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le Maître de l'ouvrage selon les règles prévues par la réglementation des marchés publics.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

En application des articles R4532-42 et suivants du code du travail, il est joint un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé au Dossier de Consultation des Entreprises.

### **PPSPS**

Les entreprises intervenantes devront établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) l'opération étant soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) joint en annexe au DCE. Il sera adressé au coordonnateur désigné dans les conditions énoncées à l'article 21.1 du présent CCAP.

Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail.

## **Article 22 – Contrôles des travaux**

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître de l'ouvrage seront supportés par l'Entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications dans les conditions fixées par l'AQC, l'Agence Qualité Construction (AQC) qui pilote la mise à jour des modèles d'autocontrôle publiés en 2014.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 (octobre 1998)<sup>1</sup> qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au maître de l'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

<sup>1</sup> Voir Moniteur du 17.12.82, supplément spécial 82.51 bis.



### **Article 23 – Augmentation et diminution des travaux**

Il ne sera pas fait application des articles 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux :

Lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuel), l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service chiffré lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître de l'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel).

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux, au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel), ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

### **Article 24 – Stipulations propres à la livraison de matériels, matériaux et autres fournitures sur le site**

Lors de la réunion de lancement, il sera fourni aux titulaires les instructions et horaires de livraisons.

Ces indications seront à respecter strictement afin de ne pas engendrer de gêne pour les intervenants sur site, agents ainsi que les éventuels assurés.

En cas non-respect des instructions il sera appliqué sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire telle que décrite à l'article 16.3 du présent CCAP.

## **CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX**

### **Article 25 - Réception des ouvrages ou travaux<sup>1</sup>**

Par dérogation aux articles 42.1 et 42.3 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend la forme d'une décision unique du maître de l'ouvrage à destination de l'ensemble des titulaires et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux.

<sup>1</sup> Application des articles 41 et 42 du CCAG travaux, sauf dérogations expresses indiquées dans le présent CCAP.

Chaque entrepreneur avise le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La procédure de réception se déroulera simultanément pour tous les lots concernés conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG à la suite des opérations de réception.

La date de réception sera unique pour tous les lots, soit à la fin des travaux, soit à la date d'achèvement des travaux du dernier corps d'état intervenant.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à **20 jours** à compter de la date de réception de la lettre (ou autre moyen d'information par voie dématérialisée avec accusé réception) du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...).

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à 15 jours à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

## **Article 26 - Documents fournis après exécution**

Par dérogation à l'article 40-1 du CCAG Travaux, le titulaire remettra au maître de l'ouvrage, le jour des opérations préalables à la réception, en 3 exemplaires sur support papier, les plans d'exécution, notes de calcul, fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'œuvre.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée des documents ci-dessus compatible avec les logiciels (Word, Excel, plans au format AUTOCAD (dwg)) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat).

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Maître d'œuvre.

Les documents d'exécution comprennent également ceux demandés par le coordonnateur SPS pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

Une retenue forfaitaire, fixée à 3%, du montant forfaitaire du marché sans pour autant être inférieure à 760 euros est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, cités ci-après, par dérogation à l'article 40-1 du CCAG Travaux.

Cette retenue ne peut être levée qu'après fourniture de la totalité des documents visés ci-dessus et acceptés par le maître d'œuvre.

## **Article 27 - Garanties**

Les titulaires du présent marché doivent, au titre des garanties :

- la garantie de parfait achèvement ;
- la garantie décennale ;

Pour les lots n° 01 et 02 uniquement :

- la garantie de résultat des installations biennale.

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

### **27.1 La garantie de parfait achèvement**

La **durée de garantie de parfait achèvement** est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an conformément à l'article 44-1 du CCAG travaux.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître de l'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG travaux.

### **27.2 La garantie de bon fonctionnement / biennale**

La durée de **garantie de bon fonctionnement ou garantie biennale** est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec

l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

### **27.3 La garantie décennale**

---

La **garantie décennale** couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

### **27.4 Garanties particulières**

---

#### 27.4.1 Garantie particulière d'étanchéité :

Sans objet

#### 27.4.2 Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits :

Sans objet

#### 27.4.3 Garantie particulière du système de protection des structures métalliques :

Sans objet.

#### 27.4.4 Garantie particulière des fermetures et fenêtres :

Sans objet.

#### 27.4.5 Garantie particulière des espaces verts :

Sans objet.

#### 27.4.6 Garantie particulière du système de protection des bois :

Sans objet.

#### 27.4.7 Garantie particulière de fonctionnement d'installations techniques :

Les entrepreneurs devront faire parvenir au maître d'œuvre l'intégralité des documents relatifs aux garanties des matériels et équipements qu'ils installent dans le délai défini à l'article **A-03.01 des CCTP** propre à chacun des lots. Ces garanties devront être au moins d'une durée égale à la garantie légale de conformité.

Les travaux s'exécutant dans l'extension d'une installation existante, dont le système est couvert par un marché de maintenance. En cas de la survenance d'une panne, le pouvoir adjudicateur prendra attache, dans un premier temps, avec le prestataire titulaire du marché de maintenance qui en renverra vers la garantie installateur dans le cas où les éléments défectueux sont concernés par les travaux objet du présent marché.

Dès que l'origine de la panne est définie et dans le cas où celle-ci rentre dans le délai de garantie des équipements et matériels couverts par le présent marché, l'installateur disposera d'un délai de 48h à compter de la demande écrite ou orale du maître d'ouvrage pour intervenir.



Dans le cas où remplacement de pièces défectueuses **est** nécessaire, l'installateur disposera d'un délai de 15 jours maximum pour y procéder.

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

#### 27.4.8 Autres garanties particulières :

Sans objet.

### **Article 28 – Assurances**

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai qui ne pourra être fixé en deçà de 3 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,
- d'une assurance de responsabilité biennale, pour les lots n° 01 et 02,
- d'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle aux tiers et aux existants pour les lots n°01 et 02.

par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourront avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à 12 mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Responsabilité civile ;

## Article 29 - Résiliation

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1 et 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

### 29.1 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- sauvegarde ou redressement judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 622-13 du code de commerce et si l'administrateur communique, dans les délais prévus par l'instruction n° 12-005-MO du 26 janvier 2012, en réponse à la mise en demeure adressé par le pouvoir adjudicateur, le refus de poursuivre l'exécution du contrat.
- liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 641-11-1 du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

En cas de procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le maître d'œuvre est tenu d'un devoir de conseil à l'égard du maître d'ouvrage.

### 29.2 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- b) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- c) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

### 29.3 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 29.2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

### **Article 30 – Mesures coercitives**

Il sera fait application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur peut, sauf en cas de résiliation du marché prononcée en cas de décès ou incapacité civile, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG-Travaux, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG Travaux s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Travaux. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits cotitulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des cotitulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- si les autres cotitulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des cotitulaires du groupement ainsi réduit ;
- dans le cas contraire, le maître de l'ouvrage résilie la totalité du marché.

### **Article 31 – Ajournement et interruption des travaux**

Il ne sera pas fait application des dispositions des articles 50.2.2 et 53 du CCAG Travaux.

## **Article 32 – Clause environnementale**

Le titulaire du marché est soumis aux obligations environnementales<sup>1</sup> suivantes : Elimination des déchets de chantiers issus des travaux objets du présent marché, soumis à l'obligation de prévention et de réduction prévue par le Code de l'Environnement.

Cette clause sera appliquée par la mise en œuvre d'un plan d'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier.

Le soumissionnaire aura la charge au stade de la remise des offres de fournir à l'appui de son offre une note exposant l'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier dont le contenu est exposé à l'article 6.2 du Règlement de la Consultation. Elle constituera les dispositions préparatoires qui seront à compléter et ou modifier avec les informations transmises à l'issue de la réunion de préparation.

Pendant la période de préparation, les titulaires auront la charge de présenter au VISA du maître d'œuvre un plan d'organisation et de gestion des déchets, effectuée sur la base de la note transmise à la remise des offres, prenant en compte les informations supplémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, infirmer ou éventuellement amender les dispositions préparatoires.

Les titulaires s'engagent dès la remise des offres sur les mesures et engagements contenus dans la note, ils pourront toutefois faire l'objet de mise(s) à jour(s) éventuelle(s) en fonction des informations transmises lors de la période de préparation.

Lors de l'établissement du Décompte Général, les titulaires devront transmettre au maître d'œuvre l'intégralité des bordereaux de suivi d'élimination des déchets.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 150 euros.

En cas de non-fourniture des bordereaux de suivi, au maître d'œuvre, lors de l'établissement du Décompte Général, les titulaires concernés se verront appliquer une réfaction correspondant aux sommes issues des estimations transmises dans le Dossier de Consultation des Entreprises, selon la nature des déchets concernés.

---

<sup>1</sup> Conformément aux stipulations de l'article 20.2.1 du CCAG travaux, ces obligations doivent être vérifiables, selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.



### **Article 33- Règlement des litiges.**

En cas de litige, le droit français est le seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Instances chargées des procédures de recours

- Le tribunal compétent dans le cadre des recours lors de la passation des marchés est le :  
TGI de LILLE  
13 Avenue du Peuple Belge  
BP 729  
59034 Lille
- Pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent est le :  
TGI de Reims  
1 Place Myron Herrick  
51095 Reims

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le pouvoir adjudicateur, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

Organe chargé des procédures de médiation

Le Comité consultatif de règlement amiable des différends ou de litiges (CCRA) compétent pour la Marne : Préfecture de Meurthe-et-Moselle, 1, rue du Préfet Claude Erignac, 54038 NANCY, Tél : 03.83.34.25.65

Le Médiateur des entreprises :  
<http://economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## Article 34 – Dérogations aux documents généraux

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG
2	4.1
6.4	14.3 et 15.1
8.1	12.1.8
8.2	21.4.2
8.3	12.4.4
14.3	3.6.1.2
15	9.4.4 alinéa 5 et 18.2.3 alinéa 1 et 50.2.1
16	19.2.1
16.1	19.2.3 et 19.2.4
20.1	28.1
22	38
23	14.4.3 et 14.3 et 15.1
25	42.1 et 42.3
26	40.1
28	8.1.3
29	50.2.1 et 50.4
30	50.2.2
31	50.2.2 et 53

A Reims, le 11 mai 2023

**La Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur**  
**Le Directeur,**

Le Directeur



Philippe ULMANN

**Philippe ULMANN**